

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4041 MERCREDI 21 JUILLET 2021

OBSÈQUES DU CARDINAL MONSENGWO

Les hommages des deux Congo et de l'Afrique



Les évêques devant le cercueil de Laurent Monsengwo

Plusieurs personnalités ont pris part aux obsèques du cardinal Laurent Monsengwo Pasinya. En plus des présidents des Congo, qui ont pris part à la cérémonie officielle, il y a eu le Premier ministre et les membres du gouvernement de la RDC, ainsi que des membres des confessions religieuses. Le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi a, lui-même, décoré l'archevêque émérite de Kinshasa à titre posthume au rang de Grand cordon de l'Ordre national Kabila-Lumumba. Si la nation congolaise a regretté avoir perdu l'un de ses dignes fils, l'Eglise catholique de la RDC, d'Afrique et du monde est en train de pleurer un de ses grands artisans alors que le continent Afrique pleure un modèle de prêtre qui a marqué son temps non seulement par la conduite des brebis vers le Père mais également par la défense des faibles.

Page 2

JUSTICE

Matata Ponyo affirme avoir été empoisonné



L'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo

Dans un tweet attribué au sénateur Augustin Matata Ponyo Mapon, l'ancien Premier ministre dit qu'il a été empoisonné, citant les résultats préliminaires du test effectué. L'homme qui a, depuis un certain temps, des démêlés avec la justice congolaise, sollicite des Congolais et des autres citoyens du monde, à qui son tweet a été destiné, une union de prières et le soutien.

Page 3

VIE ASSOCIATIVE

Culpac lance la quinzaine de la paix pour tous

Le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac) a lancé, le 19 juillet, à son siège, la Cité de la paix, la quinzaine de la paix pour tous. A cette occasion, le directeur général de cette organisation, Daniel Santu Biko, a prêché l'amour du prochain et un esprit de paix et de bonheur de

ses semblables.

La quinzaine de la paix pour tous, note-t-on, est destinée surtout à la jeunesse pour son avenir. Elle coïncide avec la mise en place d'un groupe des volontaires pour la paix, les droits humains et la démocratie pour renforcer l'Etat de droit en RDC.

Page 3

MERCATO

Konyaspor convoite Mpoku, Pelly Mpanzu prolonge à Luton Town, Parfait Mandanda à Mouscron



Paul-José Mpoku et son frère Albert Sambi Lokonga

Des Congolais intéressent plusieurs clubs en Europe en ce mercato d'été. Certains d'entre ces stars du ballon rond prolongent avec leurs anciens employeurs; d'autres, par contre, changent d'air. Parmi ces joueurs visés, il y a le milieu international offensif Paul-José Mpoku convoité par le Konyaspor (D1 Turquie), et

le néo-international Pelly-Ruddock Mpanzu, qui a choisi de prolonger à Luton Town (D2 Angleterre) pour une durée non révélée. Alors que l'attaquant néo-international Walter Bwalya Binene d'Al Ahly d'Egypte intéresse le Raja de Casablanca, dans le cadre d'un accord pour le transfert de Soufiane Rahimi, etc.

Page 6

OBSÈQUES DU CARDINAL MONSENGWO

Les hommages des deux Congo et de l'Afrique

L'archevêque émérite de Kinshasa a été décoré à titre posthume d'une médaille de mérite civique au rang de « Grand cordon de l'Ordre national Kabila-Lumumba ».



Les évêques devant le cercueil de Laurent Monsengwo

Depuis l'annonce de la mort de l'archevêque émérite de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, des hommages ont fusé de partout. Ces obsèques ont également mobilisé du monde. Des délégations et des messages viennent du monde entier.

Si la nation congolaise a regretté avoir perdu l'un de ses dignes fils, l'Eglise catholique de la RDC, d'Afrique et du monde est en train de pleurer un de ses grands artisans alors que le continent Afrique pleure un modèle de prêtre qui a marqué son temps non seulement par la conduite des brebis vers le Père mais également par la défense des faibles. Le cardinal Monsengwo, rappelle-t-on, était le premier docteur noir en exégèse, l'étude de la Bible. Pour

honorer la mémoire de cet illustre personnage, Kinshasa avait accueilli plusieurs délégations d'Eglises et des gouvernements venus des pays africains.

Félix Tshisekedi et Denis Sassou présents au Palais du peuple

Les deux Congo étaient représentés à ces obsèques au plus haut sommet de l'Etat. Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi, et son homologue du Congo-Brazzaville, Denis Sassou N'Guesso, étaient présents, le 20 juillet, au Palais du peuple, où le décor a été planté pour la messe et la cérémonie officielle de décoration à titre posthume du Cardinal Laurent Monsengwo, au

rang de Grand chancelier des Ordres nationaux de la médaille d'or du mérite civique.

Plusieurs autres personnalités y ont pris part, dont le Premier ministre et les membres du gouvernement de la RDC, ainsi que des membres des confessions religieuses. Et c'est le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, lui-même qui a décoré le cardinal Laurent Monsengwo. Cette cérémonie officielle a commencé par des témoignages dont la série avait été clôturée par celui du recteur de l'Université catholique du Congo, le Pr abbé Léonard Santedi, qui a rendu hommage au cardinal Laurent Monsengwo, au nom de l'Association des théologiens africains.

Dans l'oraison funèbre faite par le président de l'Assem-

blée nationale, Christophe Mboso, celui-ci a rappelé ce que fut le cardinal Monsengwo, pour la RDC et le peuple de Dieu en général. « *Le nom Monsengwo signifie le petit-fils du chef coutumier, en Sakata. Il appartient à la famille royale, connue pour son endurance et obstination légendaire. Il appliquait les vérités bibliques à la politique pour sauver le peuple et au profit d'un Etat de droit* », a souligné le président de l'Assemblée nationale. Et de poursuivre : « *Acteur majeur, Monsengwo a été une figure emblématique. Il a défendu des valeurs démocratiques, de paix, de réconciliation. Il a su être indispensable au pays et à la classe politique, une figure écoutée et respectée* ».

Poursuivre le combat du cardinal Monsengwo

Lors de la cérémonie eucharistique, le cardinal Fridolin Ambongo a appelé à « *poursuivre le combat du cardinal Monsengwo* ». Le cardinal Laurent Monsengwo, a-t-il dit, nous laisse un lourd héritage. Le meilleur chemin pour honorer sa mémoire est ce que nous faisons aujourd'hui. Mais, a-t-il poursuivi, l'hommage le plus important est de continuer son combat et d'accomplir l'œuvre de Dieu. Et de continuer « *Dans la situation actuelle de notre pays, son combat est de voir le Congo debout, uni et prospère, voir ses fils et filles se donner la main pour faire*

reculer les frontières de l'injustice, de l'exploitation des pauvres pour bâtir ce Congo de rêve comme nous le chantons dans l'hymne national ». En présence de plusieurs officiels et personnalités qui assistaient à ces hommages officiels, le cardinal Ambongo a rappelé que le combat de l'illustre disparu était de « *voir les dirigeants ne pas se considérer comme les propriétaires du pays, mais comme les serviteurs, de s'engager résolument pour que l'immense richesse serve aux populations et non à un petit groupe de privilégiés* ». L'archevêque métropolitain de Kinshasa se dit convaincu « *qu'on ne peut rendre hommage à Laurent Monsengwo si le peuple croupit dans la misère alors que les dirigeants vivent dans l'opulence* ».

Pour le cardinal Ambongo, « *Laurent Monsengwo peut se reposer de son labeur* ». Ses œuvres accomplies seulement pour l'amour de Dieu et des hommes, sans recherche du pouvoir, a-t-il affirmé, le suivent. « *Il ne pouvait autrement terminer sa vie que dans le Seigneur. Nous avons voulu encore le voir, l'écouter, lui sourire. Hélas, nous ne verrons plus avec les yeux humains. Nous ne partagerons plus avec lui des moments de joie* », a-t-il regretté avant de souhaiter le repos éternel à cet illustre personnage qui a marqué la vie de la RDC et de son Eglise.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

Rewriting :

Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JUSTICE

Matata Ponyo affirme avoir été empoisonné

L'ex-Premier ministre, qui cite « les résultats préliminaires du test », sollicite une union de prières et le soutien des « Congolais et citoyens du monde », à qui il a destiné cette information.

Dans un tweet attribué au sénateur Augustin Matata Ponyo Mapon, l'ancien Premier ministre dit qu'il a été empoisonné. « A tous les Congolais et citoyens du monde. C'est bien dommage pour ce qui nous est arrivé. Les résultats préliminaires du test indiquent que nous avons été empoisonné », peut-on lire dans ce message. Aussi sollicite-t-il une union de prières et le soutien, pour qui lui serait arrivé. Ce tweet n'indique, par ailleurs, pas l'état de santé actuel du sénateur.

Affronter la justice de "son pays"

Il est rappelé que Matata Ponyo dont les immunités ont été enlevées, le 5 juillet, par le bureau du Sénat, qui a également autorisé des poursuites judiciaires contre lui, a été, le 12 juillet, entendu au parquet général près la Cour constitutionnelle. A l'issue de ces auditions, le procureur général près cette cour a ordonné, le mardi 13 juillet, qu'il « soit placé



L'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo

en état d'arrestation provisoire et assigné à résidence » à son domicile.

Dans la soirée du 14 juillet, le parquet général près de la Cour constitutionnelle a pris une autre décision pour annuler cette assignation en résidence de l'ancien

Premier ministre. Et Augustin Matata Ponyo est rentré à son domicile sans être accompagné de policiers. Une autre invitation signée le 16 juillet par le premier avocat près la Cour constitutionnelle, Donatien Mokola Pikpa, demandait au sénateur

Matata Ponyo de se présenter à niveau au cabinet du procureur général près cette cour, le lundi 19 juillet à 11 heures. Ce document indiquait que le motif allait lui être communiqué sur place. Des sources proches de l'ancien Premier-ministre indiquent que cette invitation avait trait avec l'affaire du parc agro-industriel de Bukangalongo pour laquelle les sénateurs ont refusé de lever les immunités de leur collègue. Ce qui pousse son entourage à dénoncer un acharnement car, pense-t-il, la levée des immunités ne concernait que le dossier « zairianisation ».

La justice, rappelle-t-on, reproche à l'ancien Premier ministre d'avoir « payé plus de 110 millions de dollars américains à des créanciers fictifs, victimes de la zairianisation des entreprises étrangères » lorsqu'il était chef du gouvernement. En séjour à Conakry, Matata Ponyo avait affirmé, début mai, avoir décidé d'écourter son séjour pour faire

face à « une justice politiquement instrumentalisée ». De retour à Kinshasa, l'ancien Premier ministre et sénateur congolais s'est dit prêt mardi à répondre devant la justice du pays.

Cette sortie intervenait après que le procureur de la Cour de cassation a demandé la levée de ses immunités pour qu'il puisse être entendu sur des faits de malversation dans la gestion des fonds du parc agro-industriel de Bukangalongo. Depuis l'ouverture des poursuites judiciaires contre lui, ses proches crient à l'acharnement politique. Pour ces derniers, en effet, de nombreuses autres personnalités impliquées dans des actes de corruption ces dernières années, et qui sont en bon terme avec le pouvoir de Felix Tshisekedi, ne sont pas inquiétées. Ceci jette ainsi le doute sur les véritables motifs des poursuites engagées contre Matata Ponyo et certains autres proches de Joseph Kabila.

Lucien Dianzenza

VIE ASSOCIATIVE

Culpac lance la quinzaine de la paix pour tous

Le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac) a lancé, le 19 juillet, à la Cité de la paix (son siège à Kinshasa), la quinzaine de la paix pour tous, invitant ainsi tout le monde à vivre dans l'amour du prochain et aussi d'avoir un esprit de paix et méditer pour le bonheur de ses semblables.

Dans son allocution lors de la cérémonie de lancement de la quinzaine de la paix pour tous, le directeur général du Culpac, Daniel Santu Biko, a expliqué : « Notre réunion d'aujourd'hui est le processus de la conférence de la paix universelle que nous avons concrétisé du 5 au 6 septembre 2018 au Parlement européen à Bruxelles sur le thème « Qui menace la paix universelle ? » où toutes les tendances politiques européennes étaient représentées ». La quinzaine de la paix pour tous a donc marqué le démarrage, par le Culpac, de la campagne pour la sensibilisation aux droits humains et la démocratie pour accompagner l'Etat de droit prôné par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi.

« La quinzaine de la paix pour tous est destinée surtout à la jeunesse pour son avenir, car nous tenons à la conscientiser pour son regard vers 2030 dans sa marche durant la septième décennie de l'Indépendance de la République démocratique du Congo... Sans éducation, la jeunesse ne pourra avancer, et nous félicitons le chef de l'Etat pour son engagement en faveur de la gratuité de l'ensei-

gnement de base... », a souligné Daniel Santu Biko. Il a fait part de la mise en place d'un groupe des volontaires pour la paix, les droits humains et la démocratie pour renforcer l'Etat de droit. Et d'annoncer et exhorte : « Dans les mois à venir, nous organiserons la conférence de la jeunesse concernant la septième décennie de l'Indépendance de notre pays afin de responsabiliser cette jeunesse pour son futur en bannissant les erreurs du passé de la politique de notre pays. Nous devons nous aimer pour avancer au profit du développement de notre pays. Cessons de mettre des barrières qui retardent la progression de notre pays. Depuis plus de soixante ans règnent l'égoïsme et la cupidité dans tous les domaines ».

Serge Bahati, ambassadeur international de la jeunesse pour paix

Au cours de cette cérémonie, le Culpac a élevé Serge Bahati au rang d'ambassadeur international de la jeunesse pour la paix pour les pays des Grands lacs africains. « Il a la mission de sensibiliser la jeunesse de cette région à créer et perpétuer l'esprit de paix, car nous vivons



Le DG du Culpac Daniel Santu Biko, avec Serge Bahati et à l'extrême droite, Patrice Salaga, conseiller diplomatique du Culpac

toujours ensemble avec nos pays voisins dans notre région en Afrique... », a laissé entendre le directeur général Daniel Santu Biko du Culpac.

Dans le moment de sa prise de parole, le nouvel ambassadeur international de la jeunesse pour la paix a, entre autres, déclaré : « Il est important de cultiver une atmosphère de paix afin de permettre aux Congolais et Congolaises dans leur diversité en particulier et à toutes les nations de trouver des solutions viables et du-

rables. Il est en effet primordial d'être en accord entre nous afin de produire des solutions idoines aux maux de notre temps... la donne démographique du continent africain nous informe que le berceau de l'humanité est l'espace le plus jeune et qui dit jeunesse sous-entend vitalité, témérité, résilience, impatience et ignorance passive... ».

La jeunesse, a-t-il ajouté, fait face à des défis tels que le réchauffement climatique, l'inégalité des richesses, le terro-

risme, le chômage, l'incertitude et la désinformation. Aussi doit-elle être encadrée autour des valeurs de paix afin d'éviter d'être un danger pour son futur. « J'appelle la jeunesse de la région des Grands lacs et de tout horizon de s'approprier ce mandat de la paix en cultivant la tolérance, l'unité, charité et le pardon... cultivons la paix afin de se préserver collectivement », a conclu Serge Bahati.

Martin Engimo

KINSHASA

Lancement prochain des travaux du programme « Zéro trou sur les routes »

Ce projet, qui s'étendra sur trois mois, bénéficiera du financement mensuel de près de cinq millions de dollars américains du gouvernement central. Et, les travaux seront réalisés simultanément dans les quatre districts de la ville-province.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a été reçu, le 19 juillet, par le ministre d'État chargé des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro. Ces échanges entre ces deux personnalités ont tourné autour du démarrage du programme « Zéro trou sur les routes de Kinshasa ». Gentiny Ngobila Mbaka et Alexis Gisaro ont, ensemble, travaillé sur la programmation de la réhabilitation des artères principales de la capitale congolaise qui, dans la majorité, se trouvent dans un état de dégradation avancé.

A en croire une dépêche de la Cellule de communication de l'Hôtel de ville, au sortir de cette audience, le gouverneur Ngobila a admis que « Kinshasa zéro trou » était un programme conçu par le ministre d'État chargé des

Infrastructures et Travaux publics, et que la ville de Kinshasa a validé. Ce projet, a affirmé le numéro 1 de la capitale congolaise fait suite à la volonté du président de la République, d'améliorer les conditions de circulation dans les routes de la capitale. « Aujourd'hui, c'était la programmation, et dans un bref délai, on va débiter les travaux proprement dits », a promis Gentiny Ngobila Mbaka. Et de noter que ce projet, qui s'étendra sur trois mois, bénéficiera du financement mensuel de près de cinq millions de dollars américains du gouvernement central. Selon cette programmation, le gouverneur de Kinshasa a rassuré sur la simultanéité des travaux dans les quatre districts de la ville-province dont Tshangu, Mont Amba, Lukunga et Funa.

Lucien Dianzenza



Le ministre d'État, Alexis Gisaro, et le gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka

MT 180

Prince Makay Bamba lauréat de la finale nationale

Le candidat de l'Université de Kinshasa (Unikin), déjà premier lors de la finale régionale en mai dernier, a conservé sa place tout en haut du podium et a en plus été plébiscité par le public qui a voté en ligne.

Le jeune médecin est sorti de la salle polyvalente de l'Institut français les deux mains chargées, un chèque de 1500\$, une enveloppe de 100\$ et un bon pour un ordinateur ainsi qu'un abonnement cairn. Trésor Sumbu de Lubumbashi, deuxième, a reçu 1000\$, s'est retrouvé sur le podium entre deux thésards de l'Unikin. Seconde lors de la finale régionale, Agathe Nkoy a fini la course troisième avec 500\$. Au bout du compte, c'est l'Unikin qui s'en est le mieux sortie à la finale nationale.

Pourtant, l'Agence universitaire de la Francophonie a eu un sacré mal à organiser la quatrième édition de Ma thèse en 180 secondes (MT180). La chargée de projets Nelly Mbiya a reconnu que la tâche n'avait pas été aisée avec le format hybride qui s'est imposé à défaut de déplacer les huit candidats des provinces. Il a fallu trouver le moyen de gérer au mieux les bugs techniques. Son de mauvaise qualité ou coupures de micro ont freiné le déroulement du concours et ralenti son enchaînement normal, voire perturbé. Il a fallu faire face aux « aléas d'une organisation hybride, en présentiel et virtuel. La covid ne rend vraiment pas les choses aisées. D'ordinaire tous les candidats sont présents à la finale nationale organisée à Kinshasa. Pour cette fois,



Prince Makay doublement récompensé à la finale nationale (Adiac)

seuls les cinq candidats de la capitale ont affronté le jury directement », a-t-elle dit. Bukavu et Lubumbashi ont le plus eu maille à partir avec la technique mais ont dépassé cette difficulté. Trésor Sumbu l'a plutôt bien surmonté en étant second sur le podium.

Concourir à chances égales

« Les quatre jours de formation à l'éloquence nous ont permis d'améliorer notre présentation, elle était meilleure à celle du concours régional », a reconnu Agathe Nkoy. Au lauréat de renchérir : « lors des formations, les collègues des provinces étaient au taquet,

bien préparés ». Par ailleurs, Prince Makay a fait preuve de franchise en donnant son avis sur le déroulement général du concours. Selon lui, les mauvaises conditions techniques n'ont pas joué en faveur des candidats de province. Il a relevé que « la connexion était un souci, certaines présentations étaient à peine audibles. Puis, a-t-il ajouté, « ceci, à mon avis, ne rend pas la compétition équitable. Nous devions tous ensemble faire face au jury, j'estime que sur ce point ils ont été défavorisés ». Et donc, partageant le même avis que Laetitia Muabila, une autre candidate de Kinshasa, il

a émis le vœu que l'organisation fasse de sorte qu'à l'avenir tous les candidats soient regroupés en un même lieu pour concourir à chances égales. Pour sa part, la présidente du jury, Arlette Masamuna, a soutenu : « Nous faisons avec les restrictions que nous impose le contexte sanitaire mondial. Nous sommes tenus de réinventer notre monde pour aller de l'avant, c'est ce que nous avons tenté de faire ». Au vu des perturbations au niveau d'Internet, le jury et l'organisation se sont mis d'accord sur un modus operandi, a-t-elle affirmé au Courrier de Kinshasa. Ce

consensus, « c'était une question de justice que de donner leur chance aux candidats à distance. Ce n'était pas toujours la même qualité de prestation que les candidats en présentiel mais au moins il fallait faire en sorte de leur donner la même chance que ceux de Kinshasa, prendre le temps nécessaire pour réaménager la technique », a-t-elle dit.

« Dans le contexte sanitaire actuel, l'on a l'impression que MT180 prend plus la forme d'un examen que d'un jeu. Il commence à atteindre son but, savoir qu'au-delà du jeu il consiste à faire connaître le résultat des recherches des scientifiques », a fait remarquer Beke Lofembe, fidèle maître de cérémonie depuis la première édition. De son point de vue, divergent du lauréat, Prince Makay, « il est difficile de prétendre que celui qui est en présentiel est privilégié. Il arrive même que les candidats au loin le soient parce qu'ils ne subissent pas le stress de la salle, ils ne font pas directement face au jury. Quoique les problèmes techniques peuvent entamer tant soit peu leur moral et leur psychologie, mais cela fait partie du jeu ».

Nioni Masela

SANTÉ

Les experts des programmes nationaux formés en infodémiologie

Le Programme national de vaccination (PEV), en collaboration avec le projet M-Rite financé par l'Usaid, organise, depuis vendredi dernier, un atelier de formation des formateurs nationaux sur la gestion de la désinformation relative aux vaccins anti-covid-19 en RDC.

L'objectif de cette formation qui va prendre fin ce 21 juillet 2021 est de renforcer les capacités des cadres du niveau central et des partenaires en infodémiologie et la gestion des rumeurs pour réduire la désinformation et promouvoir la diffusion d'informations fiables sur la covid-19 en République démocratique du Congo (RDC). Selon le Dr Albert Muya Dibaya, expert en infodémiologie, en réalité, on va former une équipe au niveau national qui va se déployer au niveau des communautés en province afin qu'ils soient capables de pouvoir bien gérer les rumeurs.

Pour sa part, le Pr Alimasi Christophe, conseiller en communication pour le changement social et comportemental du projet M-Rite, quand on parle du coronavirus aujourd'hui, il présente deux problèmes majeurs. " La



pandémie est une maladie qui concerne tous les États mais à côté de ça, il y a une autre maladie non seulement sur le plan physique mais aussi mental", a-t-il indiqué. La

façon dont l'information circule actuellement, a-t-il fait savoir, leur pousse à dire qu'il y a également une épidémie qu'on appelle en termes de communication l'infodémie, c'est-à-dire la

circulation exagérée de fausses informations, de vraies informations. " Nous, en tant que spécialistes de communication, nous nous sommes dit qu'il faudrait renforcer l'équipe

du PEV dans la gestion des rumeurs, de la désinformation pour surtout avoir la confiance de la population à accepter la vaccination et à se faire vacciner", a-t-il souligné. Il faut dire qu'à l'heure des réseaux sociaux et de globalisation, la désinformation a propos de la pandémie mondiale de covid-19, a atteint des niveaux jamais égalés. Le phénomène de l'infodémie a pris des proportions telles qu'il faut réagir pour contrecarrer la désinformation qui peut mettre en échec les mesures de santé publique. Il faut retenir que les participants à cet atelier se recrutent parmi les experts du PEV, CREC, PNCPS, Unicef, village reach, OMS, M-Rite, Breakthrough action, OIM, société civile et Sanru.

Blandine Lusimana

CECAFA U23 2021

La RDC et l'Ouganda à forces égales

Les Léopards U23 de la République démocratique du Congo (RDC) ont tenu en échec les Cranes d'Ouganda, favoris du tournoi, en première journée du groupe A de l'édition 2021 du tournoi de la Cecafo.

La 61e édition du tournoi du Conseil des fédérations de football de l'Afrique de l'Est et du centre (Cecafo) a démarré le 17 juillet à Bahir Dar en Ethiopie. Et les Léopards U23 de la RDC ont effectué leur première sortie le 18 juillet, face aux Cranes d'Ouganda, dans le groupe A. Score : zéro but partout. Pour cette rencontre, le sélectionneur Jean Claude Loboko, en accord avec son adjoint Guy Bukasa, a titularisé le gardien de but Brunel Efonge, et dans le champ Steve Ebuella, Jacques Yiadi, Magloire Ntambwe, Henock Mangidula, Christian Nsudi Nlandu, Merveille Kikasa, Katumbwe Mokonzzi, Karim Kimvuidi, Joël Beya et Mpia Nzengele. Sur le banc des remplaçants, il y a eu Henock Kamalanduako, Israel Mubobo, Mawamu, Kasereka, Jonathan Ikanga Kapela, Laurent Mwanza Ntambwe et Jean Baleke.

Disposés en 4-3-3 face à une équipe U23 ougandaise évoluant en 4-4-2, les Léopards ont été relativement acculés. La fatigue du long voyage de Kinshasa à Bahir Dar avec escale de quelques heures à Addis-Abeba s'est fait fortement sentir. Il fallait aussi que les joueurs



Léopards U23 de la RDC contre Cranes d'Ouganda à la Cecafo

s'accommodent rapidement du climat et de l'altitude, ainsi que de la pelouse naturelle mouillée par la pluie. Ils ont donc réussi à contenir les offensives des Cranes ougandais, quinze fois vainqueurs de cette compé-

tition et favoris du tournoi. « C'était bien, beaucoup d'engagement. Deux équipes qui ont bien montré qu'elles n'étaient pas là pour faire la figuration. Le résultat reflète un tout petit peu la physionomie du match,

qui était très engagé. Je pense que dans le groupe de 3, le plus important est de ne pas perdre le premier match. Il faut féliciter les jeunes congolais parce qu'ils ne se sont pas encore remis du long voyage d'hier. Il

faut savoir que nous avons eu de longs moments dans les airs, une longue attente à Addis-Abeba avant de rallier Bahir Dar seulement dans la soirée. Vous savez qu'en termes de physiologie, la récupération n'est pas complète », a déclaré le sélectionneur adjoint Guy Bukasa à la conférence de presse d'après match. L'Ouganda, note-t-on, a été vainqueur de la dernière édition des U20 en 2020. Le deuxième match des Léopards et la dernière du groupe est prévu pour le 21 juillet contre les Taifa Stars de la Tanzanie.

A l'ouverture de la compétition le 17 juillet, l'Ethiopie, pays hôte de la compétition, a été tenue en échec par son voisin, l'Erythrée par trois buts partout au terme d'une partie à rebondissements, dans le groupe B. Les Walyas éthiopiens ont mené à trois reprises. Ils ont à chaque fois été rejoints au score par les Gars de la Mer Rouge (Red Sea Boys) Erythréens. Et le lundi 19 juillet dans le groupe C, les Harambee Stars U23 du Kenya ont dominé les Requins de la Mer Rouge de Djibouti par trois buts à zéro.

Martin Engimo

« C'était bien, beaucoup d'engagement. Deux équipes qui ont bien montré qu'elles n'étaient pas là pour faire la figuration. Le résultat reflète un tout petit peu la physionomie du match, qui était très engagé. Je pense que dans le groupe de 3, le plus important est de ne pas perdre le premier match. Il faut féliciter les jeunes congolais parce qu'ils ne se sont pas encore remis du long voyage d'hier. Il faut savoir que nous avons eu de longs moments dans les airs, une longue attente à Addis-Abeba avant de rallier Bahir Dar seulement dans la soirée. Vous savez qu'en termes de physiologie, la récupération n'est pas complète »

MERCATO

Konyaspor convoite Mpoku, Pelly Mpanzu prolonge à Luton Town, Parfait Mandanda à Mouscron

Des Congolais intéressent plusieurs clubs en Europe en ce mercato d'été, certains prolongent avec leurs anciens employeurs, d'autres changent d'air.

Le milieu international offensif Paul-José Mpoku (29 ans) est cité à Konyaspor (D1 Turquie). Selon la presse locale du lundi 19 juillet, l'ancien joueur de Standard de Liège en Belgique, passé par Chievo Verone et Cagliari en Italie pourrait donc quitter Al Wahda en D1 Emirats arabes unies si l'accord est trouvé entre les parties. En cas de signature de contrat, il sera à son cinquième championnat après la Belgique, la Grèce, l'Italie et les Emirats arabes unis. Konyaspor fait de lui une de ses priorités pour son expérience du haut niveau. Cette saison dernière, Paul-José Mpoku a fait vingt-sept apparitions avec Al Wahda, avec 6 buts et 5 passes décisives. Le joueur séjourne en Angleterre où il a participé à la signature du contrat de son jeune frère, Albert Sambi Lokonga, à Arsenal. Il a quitté Anderlecht de Belgique pour 17,5 millions d'euros.

Annoncé à Hatayspor en D1 en Turquie, à Middlesbrough et Blackburn en D2 Angleterre, le milieu récupérateur « box to box » néo-international Pelly-Ruddock Mpanzu (27 ans) a choisi de prolonger à Luton Town (D2 Angleterre) pour une durée non révélée. Il a disputé



Pelly-Ruddock Mpanzu

46 matchs avec son club et marqué 2 buts et 4 passes décisives toutes compétitions confondues, au cours de la saison 2020-2021, prenant une part active au maintien du club en Championship anglaise. Formé à West Ham (D1 Angleterre), il compte 296 apparitions avec Luton Town depuis qu'il est parti de la réserve de West Ham en novembre 2013. Il va donc y poursuivre sa carrière, lui qui espère être dans l'équipe

des Léopards de la République démocratique du Congo pour les éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022, après avoir honoré ses premières sélections lors du stage du dernier stage de la sélection RD-congolaise en Tunisie en juin dernier (matchs amicaux contre la Tunisie et le Mali).

La presse marocaine a annoncé très récemment un probable transfert de l'attaquant néo-in-

ternational Walter Bwalya Bine-ne d'Al Ahly d'Egypte au Raja de Casablanca, dans le cadre d'un accord pour le transfert de Soufiane Rahimi. Le joueur du Raja intéresse beaucoup le mythique club égyptien qui vient de remporter son 10e Ligue des champions d'Afrique en battant en finale Kaizers Chiefs d'Afrique du Sud. Mais Raja aurait démenti ce transfert. Notons que l'ancien joueur de Lubumbashi Sport pas-

sé par Forest Rangers et Nkana Red Devils en Zambie avant de rejoindre El Gouna et Al Ahly en Egypte a été très peu utilisé cette saison.

Un autre transfert, c'est le retour du gardien de but international Parfait Mandanda en Belgique, après une saison à Hartford Athletic en D2 aux Etats-Unis. Il va signer à l'Excelsior Mouscron, club relégué en D2 Belge, lui qui appartient à Charleroi (D1 Belgique) et passé par Dinamo Bucarest (D1 Roumanie). Interdit de recrutement quelques jours auparavant, l'Excelsior Mouscron a vu sa sanction être levée. Le jeune frère du portier international français Steve Mandanda -qui avait choisi de jouer pour les Léopards de la République démocratique du Congo, pays d'origine de ses parents- s'entraîne déjà avec l'effectif pro de Mouscron jusqu'à disputer quelques matchs amicaux. Il retrouve à Mouscron un autre Congolais de souche, Béni Badibanga. Parfait Mandanda a disputé 15 matchs avec Hartford Athletic et encaissé 22 buts, n'ayant réalisé que 4 clean-sheets (match sans encaisser de but).

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



RÉFORMES EN ZONE CÉMAC

Des personnalités distinguées pour leurs engagements

La ministre l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et deux dirigeants d'institutions communautaires ont reçu, le 20 juillet à Brazzaville, les médailles d'Officier dans l'ordre de la valeur du Cameroun. Ils ont été décorés « suite au succès historique » de la table ronde de Paris sur la mobilisation des financements en faveur des projets intégrateurs.

Les médailles d'Officier ont été attribuées au président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), Fortunato Ofa Mbo Chama et au secrétaire permanent du Programme des réformes économiques et financières de la sous-région (PREF-CEMAC), Michel-Cyr Djina Wembou, ainsi qu'à la ministre congolaise de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale.

Ces distinctions ont été décernées à titre exceptionnel par le président camerounais, Paul Biya, qui assure la présidence tournante de la conférence des chefs d'État de la CEMAC. C'est « suite au succès historique de la table ronde de Paris des 16 et 17 novembre 2020, aux membres de la délégation de haut niveau de la CEMAC présents à cet important évènement », a précisé Gabriel Beyene, ministre conseiller à l'ambassade du Cameroun en République du Congo.



En effet, lors de la table ronde de Paris, la sous-région a réussi à mobiliser auprès des partenaires plus de 2494 milliards FCFA, soit 3,8 milliards d'euros. L'argent est destiné à financer douze projets intégrateurs à fort impact socio-économique, dans un contexte de crise sanitaire et économique qui met les pays de la sous-région dos au mur. « La remise de ces médailles par le président Paul Biya constitue une stimulation pour que

nous continuons à œuvrer pour l'intégration sous-régionale », a estimé Ingrid Ebouka-Babackas.

Les dirigeants communautaires ont pu également mobiliser de nombreux partenaires techniques et financiers pour le suivi de l'exécution des projets sélectionnés. « Grâce au suivi constant mené par notre équipe, avec l'appui déterminant de la commission de la CEMAC, de la Banque africaine de développement

Les six personnalités décorées/Adiac (BAD), de la BEAC, de la Banque mondiale et particulièrement de la BDEAC, le processus de mise en œuvre des projets intégrateurs de la CEMAC connaît, pour la première fois dans la sous-région, une évolution satisfaisante », a assuré Michel-Cyr Djina Wembou, secrétaire permanent du PREF-CEMAC.

Il faut noter que sur les douze projets présentés à Paris, deux sont en phase de démarrage, notamment le projet d'inter-

connexion des réseaux électriques Cameroun-Tchad et le projet de construction de l'Université inter-États Congo-Cameroun. Le financement du premier a déjà été bouclé par la BAD, selon Michel-Cyr Djina Wembou, tandis que le Congo et le Cameroun s'activent pour équiper l'université polytechnique. « L'instruction de deux autres projets sera achevée en décembre prochain, après l'adoption du rapport final d'évaluation par la BAD, la BDEAC et l'Afreximbank, le décaissement sera enclenché », a-t-il annoncé.

Trois autres fonctionnaires de l'institution CEMAC ont aussi été décorés dans l'ordre de la valeur du Cameroun au grade de Chevalier : Roland Marc Lontchi Tchhoffo, directeur de la statistique à la commission de la CEMAC ; Jean Paterne Megne Ekoga, directeur des opérations de la BDEAC ; et Michel Eric Amanda, chargé des programmes et de la communication du PREF-CEMAC.

Fiacre Kombo

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'Inis lance « Les matinales de l'intelligence économique »

L'Institut national d'intelligence stratégique (INIS) a lancé, le 20 juillet à Brazzaville, « Les matinales de l'intelligence économique ». Il s'agit des sessions d'échanges constructifs et stratégiques impliquant des acteurs du secteur économique.

Le but de cette initiative est d'échanger sur les différentes thématiques sous l'angle de l'intelligence économique et stratégique. Selon Patrice Passy, président de l'Université des connaissances africaines (UCA), chef du projet « Les matinales de l'intelligence économique », ces assises permettront de mettre en lumière les nouveaux paradigmes, les solutions endogènes africaines et les dispositifs techniques conçus par l'UCA.

Pour cette première matinale ayant pour thème : « Comment faire face à l'encerclement cognitif en Afrique francophone ? Outils & Méthodes », il a été question d'enrichir les participants d'un savoir-faire en rapport avec l'« encerclement cognitif » et son fonctionnement. Au cœur de cette conversation stratégique, les effets di-



Les participants au lancement des matinales de l'intelligence économique/Adiac

rects et indirects de la mondialisation, de la course vers le leadership mondial, les stratégies de conquête des territoires mentaux, les déficits stratégiques dans un rapport du faible au fort.

« Aujourd'hui nous avons pu aborder un sujet éminemment important à la fois déstructurant et structurant qui visait à faire comprendre aux participants ce que c'est qu'un encerclement cognitif,

comment il fonctionne et quelle méthode mettre en place pour qu'il existe », a déclaré Patrice Passy.

« Ces conversations stratégiques que nous organisons sont une belle opportunité pour mutualiser nos connaissances autour de différentes situations, faire le partage d'expériences et apporter d'éclairage sur certains points de l'actualité ou des explications sur certains

sujets », a-t-il ajouté.

Dans cette même ordre d'idées, les experts de l'Inis estiment que ces conversations stratégiques se justifient par le fait que les dynamiques africaines nécessitent une audace conceptuelle, en vue de la production de nouveaux paradigmes africains, dans une perspective de revitalisation des intelligences collectives, sur les questions critiques et les grands enjeux straté-

giques régionaux et mondiaux, auxquels le continent africain est confronté.

De son côté, le Pr Didier Ngalebaye, enseignant de l'épistémologie et philosophie du langage à l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville, plaide pour que ces échanges se perpétuent, afin que la société africaine gagne en notion et se développe.

Créé en 2019 par Patrice Passy, l'Inis est une association apolitique ayant pour objectif principal d'enrichir l'existant national sur les questions d'intelligence économique et intelligence stratégique. Il vise, entre autres, à demander aux acteurs économiques et décideurs stratégiques de penser mondialisation, réfléchir africain et agir congolais. En effet, ce cadre se veut être partenaire technique des entreprises et organisations nationales.

Gloria Imelda Lossele

NÉCROLOGIE

Mme Monique Pongault, fille du feu chef de canton Ngankieno François a la très grande tristesse d'annoncer à la famille, amis et connaissances, le décès de son frère M.Nga-Nko Nzoutani Joseph « Kennedy », 6^e Vassal du Royaume Téké et président du village Dieu-le-veut, survenu le dimanche 16 juillet 2021. En attendant la date des obsèques, les cérémonies traditionnelles et funéraires se déroulent dès à présent à son domicile au village Dieu-le-veut.



QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL

14-18 SEPTEMBRE 2021

QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL #3

I. Inuita Swaona collection | Rev. Mambouta / © Culture Trio

DISPONIBLE

EN FRANCE	EN AFRIQUE
 #449	LES BOUQUETS CANAL 334

DIRECT

.....

- (+242) 06 600 92 99
- direction.cdirect@gmail.com
- +337 51 11 81 34
- CDIRECT OFFICIEL
- CDIRECT.TV

LE CONGO VU DU MONDE, LE MONDE VU DU CONGO

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



AVIS GENERAL A PASSATION DES MARCHES

N°001 /CM/DARH/APMGS/21

1. La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) est l'institution de financement du développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad. Son siège est à Brazzaville avec des Représentations Nationales à Pointe-Noire, Yaoundé, Malabo, Ndjamena, Libreville et Bangui.

2. Dans le cadre son exercice budgétaire 2021, la BDEAC envisage d'exécuter avec une partie de son budget, un certain nombre d'activités notam-

ment l'acquisition de fournitures et équipements, la réalisation de travaux et le recrutement de consultant. La passation des marchés financés par la BDEAC sera régie par les procédures et les critères de sélection définis par ses textes.

3. Les activités prévues et rentrant dans le cadre de la passation de marché 2021 sont les suivantes :

ACTIVITE	METHODE
TRAVAUX	
Aménagement des salles techniques des serveurs pour une Représentation Nationale	Consultation Restreinte Nationale
Aménagement des locaux des Représentations Nationales	Consultation Restreinte Nationale
BIENS	
Acquisition de la documentation pour le siège de la BDEAC	Consultation Restreinte CEMAC
Acquisition de logiciels	AOI / Consultation Restreinte CEMAC et Local
Acquisition de matériels de bureau, de matériels informatique	AON CEMAC / Consultation Restreinte CEMAC et Local
Achats de fourniture de bureau, de fourniture d'entretien, de fournitures informatiques	Consultation Restreinte CEMAC et Local
Acquisition fournitures publicitaires et de communication	Consultation Restreinte CEMAC et Local

4. Les marchés seront passés conformément aux procédures spécifiées dans « les Règles de passation des marchés des Biens, Travaux et services (autres que les services de consultants) pour l'usage de la Banque, et celles pour les Consultants » et est ouvert à tous les soumissionnaires des pays membres de la CEMAC, et à l'international dont l'activité correspond à celles répertoriées ci-dessus ou à toutes autres activités des services courants (entretien, maintenance, billetterie, véhicules, nettoyage...)

5. Les fournisseurs et prestataires de services référencés auprès de la BDEAC pour un groupe de prestations données seront mis en concurrence pour tout achat dans ce groupe, et ce pendant toute la durée de leur référencement. Les avis relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale et/ou national (échelle CEMAC) de la Banque seront publiés, dès leur communication, sur le site de la Banque, dans des journaux et publications commerciales ayant une grande diffusion internationale et dans les journaux locaux de l'espace CEMAC.

6. Les soumissionnaires potentiels intéressés et souhaitant figurer sur la liste des destinataires d'avis de présélection/d'appel d'offres dans le cadre des procédures d'appel à la concurrence nationale et internationale, devront fournir les documents suivants :

- (i) - Une fiche de candidature à télécharger sur le site de la Banque (www.bdeac.org);
- (ii) - Un dossier de constitution de la société (RCCM, statuts, etc...);
- (iii) - Un dossier fiscal (NUI, déclaration de souscription et de versement du capital, certificat de moralité fiscale...);
- (iv) - Les bilans et compte de résultats (Tableau 6&7) des trois (03) derniers exercices;
- (v) - Les attestations de services délivrées par les bénéficiaires de leurs prestations;
- (vi) - Les coordonnées bancaires de la société;
- (vii) - Une liste des biens et services proposés au titre des activités du présent avis général.

7. Les dossiers de candidature, présentés dans une enveloppe fermée, sont à déposer au siège de la BDEAC à Brazzaville ou dans les Bureaux de la Représentation Nationale aux adresses suivantes :

Siège de la BDEAC

Avenue Denis SASSOU N'GUESSO,
BP: 1177

Tél: (+242)22 281 18 85 / 06 652 96 70
Brazzaville - République du Congo

passationdemarches@bdeac.org

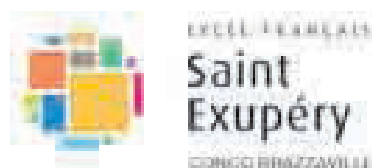
Représentation Nationale au Congo
Rue Bouvandji, Centre-Ville / Losange
BP 88

Tél. : +242 05 777 41 41 / 05 351 31 61
Pointe Noire - République du Congo

8. La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 30 juillet 2021 à 13 heures (GMT + 1). Pour de plus amples informations sur la BDEAC, les candidats sont invités à visiter le site de la Banque www.bdeac.org.


Fortunato-OFA MBO NCHAMA
 Président





AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT ET PRESELECTION DES ENTREPRISES

L'Ecole Française Saint-Exupéry de Brazzaville, République du Congo, représentée par l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Saint-Exupéry (APEESE) souhaite améliorer les conditions et la capacité d'accueil pour l'ensemble de ses élèves.

Pour cet objectif l'APEESE se propose :

- De construire de nouveaux bâtiments, R+ 1 et de plain-pied, pour une surface utile de construction neuve de 2115 m²,
- De restructurer, améliorer, réhabiliter des bâtiments et structures existantes,
- De réaménager les VRD, espaces verts et aires de jeux,
- De compléter la clôture du site de l'école et d'en compléter ou d'en aménager les accès existants,
- De fournir le matériel et mobilier prescrits.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales régulièrement installées en République du Congo et en règle avec l'administration.

Type de soumission : LA SOUMISSION SE FERA EN DEUX PHASES

AA/ SOUMISSION TRAVAUX NEUFS LANCEE LE 28 AOUT 2021

- Concerne :
- Bâtiments neufs
- VRD
- Assainissement
- Clôture et accès

BB/ SOUMISSION REHABILITATION LANCEE LE 20 SEPTEMBRE 2021

- Concerne
- Réhabilitation bâtiments existants (TCE)
- Divers travaux d'aménagement
- Divers travaux de confort

La soumission de chaque participant sera globale et forfaitaire pour l'ensemble des lots et fournitures pour chaque soumission. Le délai de soumission sera de 40 jours pour la soumission TRAVAUX NEUFS ET TRAVAUX DE REHABILITATION.

Origine des fonds : Fonds APEESE

Présélection : Une présélection des Entreprises à soumissionner sera faite par l'APEESE, ou son représentant dûment accrédité, sur les critères suivant :

NB : SEULES LES ENTREPRISES PRESELECTIONNEES SERONT ADMISES A SOUMISSIONNER POUR LES DEUX PHASES

- Remise des pièces administratives :
- Lettre d'intention de soumissionner comportant : Nom de l'entreprise, adresse de correspondance, titre du signataire,

n° de téléphone, adresse électronique (mail)

Justifications de l'installation en République du Congo

- Nom et adresse légale en République du Congo
- Immatriculation au registre du Commerce et des Métiers
- Certificat de non faillite à la date de la soumission
- Immatriculation à la CNSS et certificat d'acquiescement des cotisations
- Présentation du Quitus de l'administration fiscale, à la date de la présente présélection soit, juin 2021.
- Présentation de ou des assurances contractées par l'Entreprise

-Document justifiant de la Capacité à effectuer les travaux : contrat de travaux effectué en République du Congo, dans les cinq ans dernières années, d'un montant égal ou supérieur à 4.000.000 d'euros (quatre millions) ou l'équivalent en une autre monnaie (documents signés par un ou des maîtres d'ouvrages).

-La liste du matériel qui pourra être mis en place pour ces ouvrages.

-La liste du personnel (non nominatif), ses fonctions et ses compétences, que vous envisagez de mettre en activité sur le chantier.

-L'attestation de la possibilité de mettre en place une caution pour soumission de 20.000.000 XAF (vingt millions) (accord de principe par attestation bancaire ou accord pour caution personnelle justifiée) en faveur de l'APEESE.

-Le coût du dossier d'appel d'offres sera de 300.000 XAF (trois cent mille) pour la phase AA et de 150.000 XAF (cent cinquante mille) pour la phase BB non remboursables après acquisition du dossier d'appel d'offres.

-Ces versements resteront acquis à l'APEESE, même pour une non réponse à l'appel d'offres.

Remise des documents :

L'APEESE invite toutes les Entreprises intéressées par cet appel d'offres, à remettre le 17 juillet 2021 de 9h00 à 12h00 précises, une lettre d'intention de soumission, accompagnée des pièces et documents requis pour la présélection.

La lettre d'intention et les dossiers seront à remettre sous pli fermé, contre récépissé, au secrétariat de l'école Saint-Exupéry de Brazzaville avenue de l'OUA. Les enveloppes porteront juste la mention :

INTENTION DE SOUMISSION ET DE PRE-SELECTION POUR LES TRAVAUX DE L'ECOLE SAINT EXUPERY BRAZZAVILLE. REPUBLIQUE DU CONGO. (Sans cachet ou signes distinctifs)

La présidente de l'APEESE
Mme Peggy AGNONGONDZE

DÉFENSE

Le commandement militaire édifié sur le programme d'actions prioritaires

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a, au cours d'une communication le 20 juillet, présenté au commandement militaire les différents défis à relever dans le court et moyen terme.

Dans le cadre des objectifs prioritaires du ministère, a-t-il indiqué, l'action portera sur les priorités à court et moyen terme. Ainsi, à court terme, c'est-à-dire, dans les 12 prochains mois à compter de juin 2021, l'action visera cinq objectifs prioritaires, notamment le rattachement de la gendarmerie nationale au ministère de la Sécurité et de l'Ordre public ; la mise en place du génie militaire qui devra concourir à la vie économique et sociale ; la sécurisation des frontières liquides ; la consolidation et l'aménagement des infrastructures.

Il est également prévu de mettre en exergue l'encadrement éthique portant sur la gouvernance publique qui rassemble les mesures et les règles permettant d'assurer le bon fonctionnement des institutions. Dans le cadre de l'objectif de réduction du train de vie de l'Etat, la gouvernance au ministère de la Défense nationale



Charles Richard Mondjo devant le haut commandement DR

va porter sur la finalisation des travaux de réformes organisationnelles ainsi que leur mise en œuvre ; la finalisation des travaux des ressources humaines, avec l'élaboration des statuts particuliers des personnels et la maîtrise

des ressources budgétaires par le respect strict de l'orthodoxie financière.

A cela s'ajoutent la rationalisation des dépenses, l'éradication des fraudes à la solde, la mise en œuvre rigoureuse de la règle-

mentation relative à la maîtrise des effectifs soldés et nourris, le respect de toutes les réglementations en vigueur et des procédures administratives y compris leur simplification de manière à rationaliser les actes de com-

mandement et de gestion, le renforcement des capacités des personnels en matière de gestion administrative et financière, la mise en œuvre des réformes sur la gestion des équipements et des infrastructures.

« Dans ce sens, la relance attendue en accord avec le ministère en charge des Finances sur l'opérationnalisation du centre autonome de décompte de la solde (CADS), la systématisation des mécanismes de suivi et d'évaluation dans la réalisation des projets, relèvent, entre autres, de l'impératif de bonne gestion », a déclaré Charles Richard Mondjo. Par ailleurs, il a exhorté les cadres sous tutelle à s'approprier le principe de l'exemplarité des hauts dirigeants prôné par le président de la République, qui selon lui doit être le référentiel dans leur action.

Guillaume Ondze

EDUCATION

6 373 candidats passent le brevet d'études techniques

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a lancé le 20 juillet les épreuves écrites des différents brevets du sous-secteur au lycée technique industriel 1er mai, à Brazzaville.

Au total 6 373 candidats dont 3849 filles, repartis dans 57 centres sur l'ensemble du territoire national passent le test du Brevet d'études techniques au titre de l'année scolaire 2021, session de juillet. Brazzaville compte 1599 inscrits qui composeront dans huit centres d'examen.

En dehors du BET, d'autres candidats sont soumis aux divers Brevets : le Brevet d'études professionnelles a un effectif de 166 candidats dont soixante-quinze filles.

Cet examen ne concerne que trois villes du pays : Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie.

Quant au Brevet de technicien forestier qui ne se déroule qu'à Mossendjo, 151 candidats sont concernés.

Par ailleurs, le Brevet de technicien est réservé uniquement aux candidats de Pointe-Noire. 292 élèves passeront cet examen. Au niveau du Certificat d'aptitude professionnelle, 489 candidats sont inscrits. Les candidats vont plancher

sur plusieurs épreuves, selon leurs options, durant une semaine.

Le président général du jury des brevets, Pierre Kimpo, a souligné la présence d'un candidat de la localité de Mindouli à Brazzaville pour les raisons de santé ainsi que les inscriptions tardives des candidats.

Interrogé sur l'action de la commission de contrôle, de lutte contre la fraude, la corruption et les autres actes répréhensibles en milieu scolaire, Pierre Kimpo

a expliqué que les délégués sont à pied d'œuvre pour le bon déroulement de l'examen car leur mission ne s'arrêterait pas seulement au baccalauréat. Il a, par ailleurs, regretté le manque de matériel pour les pratiques pendant le parcours scolaire des apprenants.

Pour le directeur des examens et concours techniques et professionnels, Joseph Moukila, la réussite à ces différents brevets donnera aux uns l'accès d'entrée dans les lycées d'enseignement technique

et professionnel et aux autres d'avoir une qualification du métier.

Notons qu'après ce test, le ministère organisera également l'examen de sortie des apprenants des écoles de formation en vue d'obtenir les différents diplômes de fin de formation. Parmi ceux-ci, le certificat de fin d'études de l'école normale, le diplôme de carrière administrative et financière, le diplôme de carrière de santé et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

ATELIERS DE FORMATION POUR ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

ECIFORM-SCE organise à Brazzaville et à Pointe Noire des formations au profit des entreprises privées et des administrations publiques sur les modules ci-après et selon les dates indiquées :

—Suivi-évaluation des projets
(02 au 06 Août 2021)
—Archivage et classement des documents (02 au 06 Août 2021)
—Gestion des projets
(09 au 13 Août 2021)
—Audit et contrôle interne dans la banque (09 au 13 Août 2021)

—Secrétariat et assistantat de direction (09 au 13 Août 2021)
—Les techniques de vente et de prospection (16 au 20 Août 2021)
—Ms Excel : niveau avancé (30 au 03 Septembre 2021)
—Fiscalité des entreprises (30 au 03 septembre 2021)

—Rédaction administrative (06 au 10 Septembre 2021)
—La gestion axée sur les résultats (06 au 10 Septembre 2021)
—Passation des marchés (13 au 17 Septembre 2021)
—Fondamentaux de la GRH (13 au 17 Septembre 2021)

Tél : (00242) 06 621 49 60 Email : contact@eciform-services.net /Coût : 300.000 à 400.000 XAF par module

COVID-19

Le Plan national de vaccination en cours de révision

Pour corriger les lacunes constatées pour atteindre la cible vaccinale qui est de 60% de la population, un atelier de révision du plan national de déploiement des vaccins contre la pandémie de covid-19 se tient à Brazzaville du 20 au 21 juillet.

L'atelier en cours permettra d'adapter le Plan national de déploiement des vaccins à la réalité de terrain. « Nous avons constaté beaucoup de lacunes, entre autres, sur l'approvisionnement en vaccins, la communication qui ne parvient toujours pas à vaincre le déni de la maladie », a déclaré le président de la commission vaccination, le Dr Paul Oyere Moke, à l'ouverture des travaux.

Le premier plan élaboré, en cours de révision, a permis de vacciner complètement 61.598 personnes soit 1,8 % de la population, selon le Dr Paul Oyere Moke. Or, la cible consiste à vacciner au moins 60 % de la population, soit, 3. 468 907 personnes. Ces chiffres traduisent une faible adhésion des popu-



Les spécialistes impliqués dans la révision du Plan national de vaccination

lations à la vaccination. Ce qui pourrait engendrer plusieurs situations critiques en ce qui concerne la consommation des stocks de vaccins existants,

avant leur date de péremption, à en croire les spécialistes en la matière.

Le directeur du Programme élargi de vaccination, le Dr

Alexis Mourou Moyoka, a quant à lui, souligné que le Plan national de vaccination et de déploiement est le document stratégique recommandé aux

Etats dans le cadre de l'initiative mondiale Covax, visant à favoriser un accès équitable aux vaccins contre la covid-19 à tous les pays quelque soit leur niveau de développement.

Il est donc nécessaire de redéfinir la population cible, de disposer d'un budget réaliste pour assurer notamment l'approvisionnement en vaccins et supporter les coûts opérationnels de la vaccination sur toute l'étendue du territoire national. D'où, la tenue de cet atelier de révision du Plan national de déploiement des vaccins contre la pandémie de covid-19 qui bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers notamment l'OMS, l'Unicef, le Fonds mondial, Gavi, UA/AVATT et la Banque mondiale.

Rominique Makaya

L'Allemagne octroie un million de masques au Congo

La réception du don a été faite le 20 juillet par le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, au siège de la représentation nationale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Ce don est pour nous un apport considérable dans la riposte à la Covid-19 d'autant plus que le masque demeure très consommable en vue de ralentir la propagation du virus. Le port obligatoire fait qu'on l'utilise plusieurs fois la journée », a déclaré le ministre de la Santé, Gilbert Mokoki.

De son côté, l'ambassadeur d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper, a signifié que ce don s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Congo et l'Allemagne et vient appuyer la campagne de vaccination contre la Covid-19 en cours sur toute l'étendue du territoire. « Le masque constitue une mesure barrière clé pour lutter contre la pandémie de Covid-19. », a-t-il fait savoir.

Le ministre Mokoki a souligné qu'avec la multiplication des va-



Le ministre recevant un échantillon du don des mains de l'ambassadeur/Adiac

riants du virus dans le monde, la coordination de la riposte est en train de réactualiser son plan de riposte, tout en maintenant les mesures barrières comme premières dispositions pour se protéger contre les attaques du virus.

Pour le président de la commission logistique et intendance Covid-19, Makoumba-Nzambi, la meilleure

manière de se protéger et de protéger ses proches demeure le respect des mesures qui incluent le port conforme du masque. « Nous encourageons vivement la population à continuer de porter le masque, à respecter les autres mesures barrières et surtout à se faire vacciner », a-t-il dit.

Merveille Atipo

A peine 1,8% de Congolais vaccinés à ce jour

Le secrétariat général de la présidence de la République a organisé, le 20 juillet, une communication interne pour sensibiliser son personnel à l'importance de se faire vacciner contre le coronavirus. Il ressort que depuis le lancement de la campagne de vaccination le 25 mars, seulement 1,8% de Congolais se sont fait vacciner.

La communication a porté sur le thème : « Se vacciner égal se protéger et protéger les autres ». Elle a été initiée pour sensibiliser les agents évoluant à la présidence de la République à l'importance de se faire vacciner contre le Covid-19, cette pandémie qui sévit toujours à travers le monde.

Dans son exposé, le Pr Ossoungui a souligné qu'au-delà des mesures barrières, la seule solution pour se protéger contre le coronavirus reste la vaccination. Il a indiqué qu'un vaccin n'est jamais mis au point pour exterminer la population, comme pensent nombre de Congolais. A ce jour, a-t-il indiqué, 3, 360 milliards de doses de vaccin contre la Covid-19 ont été inoculées à travers le monde. Aux Etats-Unis d'Amérique, selon l'exposant, plus de 186 millions de personnes sont vaccinées à ce jour.

Parlant du Congo, le directeur du programme élargi de vaccination, le Dr Alexis Mourou Moyoka, a fait savoir que l'opération n'avance pas au rythme voulu. Les Congolais, a-t-il indiqué, sont très méfiants du vaccin. Ce qui fait que du 25 mars, date à laquelle le vaccin a été lancé, à ce jour, seulement 61.300 personnes ont été vaccinées, soit 1,8% de vaccinés. Un taux jugé encore nul car l'objectif étant de vacciner environ 3 millions de Congolais, soit 60%, d'ici à la fin de l'année, pour espérer atteindre l'immunité collective.

« La vaccination n'avance pas au rythme souhaité, car la population résiste au vaccin. Au niveau sous-régional, le Congo est classé 6e en termes de taux de vaccination, loin derrière la Guinée équatoriale (17%) et le Sao Tomé-et-Principe

(10%) », a précisé le Dr Alexis Mourou Moyoka.

Pour renforcer l'opération, il a annoncé que des dispositions nécessaires sont prises pour élargir la vaccination dans tous les départements du Congo. En ce qui concerne Brazzaville, 17 sites sont opérationnels.

Clôturant la réunion, le secrétaire général de la présidence de la République a appelé les responsables et agents de cette structure à convaincre leur entourage. « Je vous investis pleinement de la mission de communiquer pour le changement de comportement en faveur de la vaccination. Allez-y partout porter ce message de vie auprès de vos administrés, des membres de vos familles respectives », a souligné Jean Baptiste Ondaye.

Firmin Oyé

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La société civile présente le rapport sur les contributions nationales

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et d'autres organisations de la société civile ont procédé, le 20 juillet à Brazzaville au cours d'une conférence de presse, à la présentation du rapport des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.



Les participants à la conférence/Adiac

Les contributions déterminées au niveau national, a rappelé le coordonnateur de la Rencontre pour la paix et les droits humains (RPDH), Christian Mounzé, sont des dispositions pratiques, l'ensemble des mesures, des politiques que le gouvernement développe, met en place en ce qui concerne la réduction des gaz à effet de serre.

Il a précisé qu'entre fin 2020 et début 2021, le Congo a repris l'exercice d'élaboration de la CDN révisée et le groupe des experts de la société civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière a accordé beaucoup d'intérêt à ce processus de révision grâce à ses partenaires, notamment Fern. Une étude a été réalisée pour évaluer la première CDN qui a été soumise en 2015 afin de tirer les leçons pour améliorer le contenu et la forme de la nouvelle qui est en cours d'élaboration.

Christian Mounzé a signifié que lorsque le Congo était allé présenter sa première CDN en 2015, la société civile n'était pas mise à contribution comme acteur à part entière de ce processus. C'est plutôt dans la nouvelle, celle de 2021 en cours d'élaboration que les propositions de la société civile ont été prises en compte.

Jean Jacques Koubemba

COOPÉRATION

Luc Joseph Okio et Raul Mateus Paula échangent sur la réforme de l'Etat

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Réforme de l'Etat, Luc Joseph Okio, a échangé avec le chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo, Raul Mateus Paula.

La réforme de l'Etat et la décentralisation sont des sujets sur lesquels l'UE est fortement impliquée dans la coopération avec le Congo. « Nous avons évoqué les axes de notre partenariat, notamment des projets des villes résilientes en cours, que ce soit à Owando ou à Nkayi, avec un volet infrastructure pour l'assainissement, un volet capacité des pouvoirs locaux, donc des mairies, et un volet gestion des déchets. Ce sont des sujets sur lesquels nous travaillons déjà... », a déclaré Raul Mateus Paula, au terme de l'entretien avec le ministre.

Le chef de la délégation de l'UE a fait savoir que la réforme de l'Etat était au menu de leur entretien. Dans le cadre de la diversification de l'économie, le Congo est dépendant des hydrocarbures et le monde entier sort des hydrocarbures.



Le ministre Luc Joseph Okio s'entretenant avec le chef de la délégation de l'U.E (crédit photo/Adiac)

Le Congo, dit-il, a une richesse énorme de l'or vert, l'agriculture et les forêts. C'est donc une grande richesse qu'il faut mettre à profit pour diversifier

l'économie, améliorer le climat des affaires et la transparence des finances publiques, lutter contre la corruption.

Pour l'ambassadeur de l'UE, il

faut organiser des séminaires, une action auprès de la fonction publique pour sensibiliser l'administration, les fonctionnaires au changement. Changer de

culture éthique, lutter contre les antivaleurs, mais également faire de la pédagogie. Lorsqu'il y a des sanctions des hauts fonctionnaires, il faut les rendre publiques pour dissuader le reste, a-t-il estimé, ajoutant qu'il faut mettre en œuvre les réformes promises par le chef de l'Etat et le Premier ministre.

« Nous allons soutenir l'économie digitale. La Banque européenne d'investissement va soutenir ce projet. Il y aura aussi le soutien en termes de subvention de l'UE parce que c'est une priorité pour le gouvernement. Donc, dans le cadre de ce projet en préparation, il y aura un volet formation... Dans le cadre de notre partenariat, nous avons la coopération nationale, et nous avons aussi la coopération régionale, la coopération panafricaine », a déclaré Raul Mateus Paula.

Bruno Okokana



Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale

BP : 1536 BRAZZAVILLE-Congo Tél / Fax : 00242 22 611 27 30 / 06 631 92 11 E-mail : contact@ciespac.org Site web : www.ciespac.org

AVIS D'APPEL D'OFFRES

1- Objet

Centre Inter Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC), sis Route Nationale N°2, MIKALOU2, entre le lycée Thomas Sankara et le pont de MIKALOU, Institution spécialisée de la CEMAC dans le domaine de la formation en Santé Publique, lance un appel d'offres ouvert pour les travaux d'électrification de son site et la construction d'un caniveau pour l'évacuation des eaux pluviales.

2- Retrait de dossier

Les dossiers de consultation des entreprises sont à retirer contre une somme **non remboursable de cent mille (200.000) francs et contre un récépissé**, auprès du secrétariat de la Direction Générale du CIESPAC, pendant dix (10) jours ouvrables de 8h00 à 12 h00 à compter de la date de la publication de l'offre.

3-Visite du site

La visite guidée du site des travaux, réservée aux entreprises ayant retiré le dossier de consultation, aura lieu, au choix des Entreprises, à l'adresse sus indiquée, les 2 et 3 août 2021, de 11 heures précises à 13 heures.

4-Remise des offres

Les offres seront déposées au secrétariat de la Direction Générale du CIESPAC contre un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt au plus tard le 24 août 2021 à 12h00 précises.

5- Informations complémentaires

Pour toute information complémentaire, les soumissionnaires pourront s'adresser à la Direction Générale du CIESPAC Tél. +242 05 652 38 38 ou au service en charge de la Gestion logistique du CIESPAC. Tél. +242 06 622 41 48 ou encore au Secrétariat du DG. Tél : +242 05 398 90 69 de 8h à 13h00.

Le contact par mail se fera à l'adresse suivante : nadege.kolo@ciespac.org

Fait à Brazzaville, le 15 juillet 2021

Le Directeur Général



Pr Pierre Marie TEBEU

PÉTROLE

Les ressources récupérables ont chuté de 9%

Chaque année, après la publication de la revue statistique annuelle de BP, le cabinet norvégien de conseils Rystad energy publie à son tour une évaluation indépendante qu'il compare aux données du géant britannique.

La semaine dernière, Rystad energy a publié une étude qui montre que les ressources pétrolières récupérables dans le monde ont chuté de 9 % par rapport à 2020, passant de 1 903 à 1 725 milliards de barils. Sur ce volume, près de 1 300 milliards de barils sont considérés comme suffisamment rentables pour être extraits avant 2100 à un prix du Brent de 50 dollars le baril.

Ainsi, pour être rentable, la production de pétrole et liquides gazeux devra tomber en dessous de 50 millions de barils par jour d'ici 2050 et les activités de la chaîne de valeur entraîneront des émissions brutes de gaz à effet de serre de moins de 450 gigatonnes de CO2 d'ici à 2100. De cette façon, la production et la consommation de pétrole pourront s'aligner sur les objectifs climatiques conformes au plan carbone du GIEC pour un réchauffement climatique limité à 1,8 °C d'ici 2100, a précisé Per Magnus Nysveen, responsable de l'analyse chez Rystad energy.

Pour en revenir aux ressources récupérables, les ressources restantes des pays de l'OPEP ont été réduites de 53 milliards de barils pour atteindre 741 milliards de barils. L'Iran et l'Arabie saoudite enregistrent les révisions les plus importantes, perdant 11 milliards de barils chacun. La révision de cette année est basée sur les ressources modélisées au niveau des puits plutôt qu'au niveau des champs. Cette approche plus détaillée a ainsi permis de retirer 178 milliards de barils pour l'ensemble des pays producteurs.

En termes de volumes absolus retirés aux producteurs non OPEP, les ressources récupérables restantes aux États-Unis sont maintenant à 214 milliards de barils. Le pays perd 30 milliards de barils par rapport à l'estimation de 2020. La Chine subit la deuxième perte la plus importante avec des ressources récupérables qui affichent désormais 50 milliards de barils, soit une révision à la baisse de 26 milliards de barils. Arrive ensuite le Mexique, qui possède 26 milliards de barils, contre 38 l'année passée.

Josiane Mambou Loukoula et Ecofin

MÉDIAS NATIONAUX

Améliorer la fréquence de diffusion des œuvres des artistes locaux

L'invite découle de la séance de travail entre le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla, et le bureau exécutif national de l'Union des musiciens congolais (UMC). Le but de cette rencontre, dont la restitution a été faite le 19 juillet à la presse, a été de plaider en faveur de la protection et de la promotion de la musique congolaise.

La séance de travail a porté essentiellement sur trois points, à savoir : création d'un cadre de protection et de promotion en faveur de la musique congolaise en mettant à contribution les médias congolais tant publics que privés ; moratoire d'apurement de la dette des médias publics et privés vis-à-vis du Bureau congolais du droit d'auteur (BCDA) au titre des droits d'auteur ; et plaider sur la promulgation de la proposition de loi portant statut de l'artiste congolais.

Au cours de la restitution de celle-ci, un exposé des motifs a été présenté au ministre de la Communication et des Médias respectivement par le président de l'UMC Godéfroy Magloire Bonguili dit Pape God, le secrétaire général, Romain Nimi alias Romain Gardon.

Le ministre a reconnu avec les membres de l'UMC que la musique congolaise connaît un problème de gouvernance qui découle de l'avènement de la révolution numérique ayant bouleversé l'écosystème dans le secteur musical et qui laisse les artistes congolais sans recours, car ils ne s'y étaient pas pré-

parés. A cet effet, les artistes ont plaidé pour la promotion de la musique congolaise. L'UMC a sollicité que les médias congolais diffusent la musique dans les proportions suivantes : 90% de la musique nationale et 10% de la musique venue d'ailleurs comme l'instituait un arrêté ministériel par le passé. Le ministre Thierry Lézin Mougalla, tout en marquant son adhésion à cette légitime revendication, a évoqué le principe de l'offre et de la demande, tout en souhaitant ne pas y répondre sur la base de la proportionnalité des pourcentages suscités. Mais, il a instruit son cabinet pour faire face à cette demande pressante des artistes musiciens, d'initier une note circulaire à l'attention des médias publics congolais afin d'améliorer la fréquence de diffusion de leurs œuvres musicales en les favorisant autant que possible. « Nous allons assurer que les conditions de diffusion des œuvres musicales congolaises soient suffisamment claires et équitables avec la numérisation des régies d'antenne, après



Le ministre de la Communication et des Médias en séance de travail avec le bureau exécutif national de l'UMC (crédit photo/Adiac)

avoir qualifié de pratique mafieuse le fait que certains médias font payer les artistes quand ils sont reçus dans leurs émissions. Alors que c'est bien le contraire qui devait se produire c'est-à-dire c'est à ces émissions de payer les artistes lorsqu'ils y sont reçus », a souligné le ministre. Par ailleurs, le ministre Thierry Lézin Mougalla a informé la représentation nationale des artistes musiciens qu'un accord avait

été conclu en 2020 conjointement entre le ministère des Finances et du Budget représenté à l'époque par le ministre Calixte Ganongo et celui de la Culture et des Arts par le ministre Dieu-donné Moyongo, afin qu'un montant forfaitaire soit versé auprès du BCDA au titre des droits d'auteur. Cet accord n'a pu être mené à bien pour des questions liées à la pandémie à coronavirus. Sensible à la doléance introduite par le bureau exécutif

de l'UMC, le ministre Thierry Lézin Mougalla a instruit qu'un courrier soit initié à l'endroit de ses collègues ministres des Finances et de la Culture afin qu'une commission constituée des techniciens des parties prenantes travaille pour en définir les contours afin d'inscrire une ligne au budget 2022 pour aboutir à un début de paiement de la dette des médias publics vis-à-vis du BCDA au titre des droits d'auteur.

Bruno Okokana

RÉFORME DE LA COUPE DU MONDE

La CAF donne son avis

Le comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a apporté, lors de sa dernière réunion, son soutien à l'idée d'organiser la Coupe du monde de la Fifa tous les deux ans.

A l'occasion de son congrès tenu en fin mai, la Fifa a ouvert la porte à une organisation de la Coupe du monde tous les deux ans contre quatre actuellement, en lançant une étude de faisabilité à ce sujet. Réunis en congrès le 16 juillet à Rabat, au Maroc, les membres du comité exécutif de la CAF ont donné un avis favorable à cette proposition qui risque d'apporter plusieurs modifications à la plus grande compétition du football mondial.

Ce projet de réforme d'une Coupe du monde tous les deux ans concerne la version masculine et féminine de cette compétition.

Le point sur la bonne gouvernance et la mise en œuvre des



Des membres du comité exécutif/DR

recommandations de l'audit de la CAF rendront cette organisation plus attractive pour ses partenaires et sponsors actuels et potentiels.

Après avoir rappelé la nécessité d'accélérer l'étude de faisabilité du projet de ligue supranationale africaine, les membres du comité exécutif ont pris note des rapports des missions d'inspection organisées par la CAF pour la Coupe d'Afrique des nations TotalEnergies 2021 au Cameroun. « Il a également été informé de la bonne progression des travaux concernant l'achèvement des stades en construction et d'autres infrastructures », rapporte le communiqué de presse.

Rude Ngoma

FORMATION DES JEUNES JOUEURS

Daniel Duroir apporte son expérience à OFA

L'encadrement technique d'Oviebo football académie (OFA) s'est renforcé grâce à l'arrivée, le 17 juillet, du technicien français Daniel Duroir (65 ans), qui a déjà fait ses preuves dans l'AJ Auxerre.

Son expérience, datant de 30 années au sein de l'AJ Auxerre, donnera plus d'ampleur au projet de placer les sociétaires dans les grands clubs européens, cher à Doless Oviebo, président de l'As Vegas. L'OFA a été créée le 4 octobre 2018 pour apporter quelque chose de nouveau dans le football congolais. Deux ans après sa création, les responsables ont paraphé un contrat de trois ans avec Gilbert Segura, le directeur d'OFA. Il a pesé de tout son poids pour avoir à ses côtés son ami qu'il connaît depuis une quarantaine d'années.

L'arrivée à Brazzaville de Daniel Duroir, cet éducateur à la retraite, depuis le 1^{er} juillet 2018, vient ainsi renforcer la volonté du président de l'As Vegas à œuvrer pour l'émergence des talents congolais. Il va appuyer Gilbert Segura dans la mission qui consiste à superviser les joueurs de l'As Vegas et de l'OFA pour leur placement dans les clubs à l'étranger.

« L'objectif est de revoir



S. Mahoungou Daniel Duroir posant avec son ami Gilbert Segura et des membres du staff d'OFA Photo S.M

un ami que je connais depuis de très nombreuses années et puis d'essayer de collaborer avec le club par l'intermédiaire de son président pour travailler avec la France et certains clubs puis voir la qualité des joueurs dans l'As Vegas », a-t-il déclaré à son arrivée, sans dévoiler son programme. Son association avec Gilbert Segura pour-

rait donner un vrai sens à ce vaste chantier, car Daniel Duroir a, avant de venir apporter son coup de pouce à ce projet, dit avoir travaillé avec un agent des joueurs. « Je suis rentré en contact avec le président du club par l'intermédiaire de mon ami Gilbert Segura que je connais depuis 40 ans quand j'étais entraîneur du Cher à côté de

Bourges avec lui. Quand il a été nommé responsable de l'école du football et des féminines on s'est appelé pour que je puisse venir le voir et travailler avec lui puisque moi je travaillais avec un agent de joueurs. Cela peut permettre des relations pour envoyer de bons joueurs en France. On verra. J'ai déjà regardé le club sur internet. Je pense

que c'est un bon club qui a de bons résultats au niveau des jeunes. C'est un club qui travaille très bien », a-t-il reconnu.

La politique d'OFA consiste à former les jeunes des catégories allant des U-8 à U-20. Cela tombe à pic puisque Daniel Duroir a travaillé pendant 30 ans à l'AJ Auxerre football (1988-2018) comme adjoint de Guy Roux. Il était d'ailleurs le responsable des jeunes des moins de 14 ans. Celui qui nourrissait espoir de rester au niveau du recrutement des jeunes à l'AJA a notamment formé à l'âge de 14 ans de grands joueurs qui ont été internationaux avec l'équipe de France comme Bernard Diomède, Olivier Kapo, Bacary Sagna... des grands joueurs qui ont été les internationaux avec l'équipe de France qui sont arrivés à 14 ans. « C'est moi qui les ai entraînés en premier », a-t-il déclaré gardant, toutefois, en mémoire une cinquantaine de joueurs qu'il a formés.

James Golden Eloué

CINÉMA

Le film congolais « In extremis » primé en Inde

Écrit par Malolo Matouala et réalisé par Michael Gandoh, le film «In Extremis» a reçu le 11 juillet dernier deux distinctions lors du festival international du film Roshani Aurangabad de l'Inde.

En Inde, «In extremis» a été récompensé du prix du meilleur film étranger et du trophée du top 5 des meilleurs projets par catégorie.

Organisé par Education and Welfare Foundation Aurangabad, le festival international du film Roshani Aurangabad (RIFF) utilise la plateforme médiatique comme outil de communication pour connecter le public à travers les villes, les pays et les continents. Grâce à des projections simultanées et à des questions-réponses en direct, le public a la possibilité de vivre un festival de cinéma à des kilomètres de distance.

«In Extremis» est un court métrage de 23 minutes produit par l'auteur et scénariste Malolo Matouala. Sorti en salle le 7 mars 2020 à Pointe-Noire, le film du jeune congolais traite de l'histoire du jeune Sam qui veut se suicider pour abrégé ses souffrances après avoir

surpris son chef Roger et sa fiancée Denise en flagrant délit d'adultère dans son lit conjugal. Le film tourné dans la ville océane présente, dès son entame, l'acteur principal en pleurs prêt à se suicider avec une arme pointée sur sa tempe. Un drame évité de justesse grâce à un appel venu de nulle part qui a bouleversé son projet suicidaire. Cette conversation l'a amené à échanger avec Hope, la fiancée de son chef, qui pense se plaindre auprès de son amant pour l'impardonnable acte qu'il venait de poser avec la fiancée de son employé. Un coup de fil au terme duquel Sam finit par comprendre que se donner la mort



pour avoir été cocufié dans sa propre maison était une décision lâche et irrationnelle, mais que la meilleure option pour lui est de se relever, d'oublier ce projet macabre et refaire sa vie.

En début d'année le film In extremis a également reçu deux distinctions lors du festival international du cinéma indépendant au Cameroun. RISFF fait la fierté de l'Inde en général et de la ville Aurangabad, Maharashtra en particulier, la ville des anciens empires moghols du XVII^e siècle. Une ville qui s'illustre par son dynamisme dans le domaine numérique en offrant une large plateforme aux étudiants et aux professionnels, qui peuvent présenter leurs films en avant-première

sur la scène internationale. Signalons que de nombreux prix et récompenses sanctionnent ce festival. C'est le cas dans la catégorie Prix du court-métrage, du meilleur court métrage, du meilleur réalisateur, du meilleur Acteur/Actrice (H/F), du meilleur Enfant Acteur (H/F), du meilleur scénariste, du meilleur directeur de la photographie, du meilleur scénario, du meilleur prix du jury, du Film mobile/Meilleur film Covid-19. Dans la catégorie Film de fiction, du meilleur film, du meilleur réalisateur, du meilleur Acteur/Actrice (H/F), du meilleur prix du jury, du meilleur scénariste, du Prix du documentaire/vidéo musical/film d'animation/vidéo publicitaire/autres projets, du meilleur projet, meilleur réalisateur, du meilleur concept, du meilleur prix du jury, meilleur réalisateur de musique (uniquement pour les vidéos musicales).

Hervé Brice Mampouya

KINSHASA

Denis Sassou N'Guesso assiste aux obsèques du cardinal Laurent Monsengwo

Le prélat catholique décédé à Paris, le 11 juillet, sera inhumé ce mercredi en présence de plusieurs invités.

Le président congolais est arrivé, mardi, à Kinshasa, en République démocratique du Congo, pour les funérailles du cardinal Laurent Monsengwo Pasinya qui se dérouleront ce 21 juillet. Denis Sassou N'Guesso a été accueilli à sa descente d'hélicoptère dans les jardins du Palais de la nation de la capitale Rd-congolaise par son homologue Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Aussitôt après, les deux chefs d'Etat se sont rendus au Palais du peuple où est exposée la dépouille du cardinal et sacrifié ensemble au rituel du dépôt de la gerbe de fleurs, avant de suivre l'éloge funéraire dit par le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa. « *Aimer Monsengwo c'est suivre la voie qu'il a tracée* », a entonné l'intéressé, louant au passage les œuvres ecclésiastiques du cardinal Laurent Monsengwo. Il a exhorté les fidèles à s'approprier et faire fructifier son héritage.

Sur un autre ton, le cardinal Fridolin Ambongo s'en est pris à la gouvernance publique : « *La population croupit dans la misère, alors que les gouvernants vivent dans l'opulence. Le combat du cardinal Monsengwo était aussi celui de l'égalité et de la justice* », a-t-il conclu. Ont suivi cet éloge, le mot de la Conférence épiscopale du Congo, les messages des congrégations religieuses du monde, des églises sœurs, de la famille et la décoration du défunt par le président Félix Tshisekedi, enfin l'oraison funèbre par le doyen d'âge de l'Assemblée nationale a clos la cérémonie.

Les Dépêches de Brazzaville



Les hommages des deux Congo et de l'Afrique

L'archevêque émérite de Kinshasa a été décoré à titre posthume d'une médaille de mérite civique au rang de « Grand cordon de l'Ordre national Kabila-Lumumba ».

Depuis l'annonce de la mort de l'archevêque émérite de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, des hommages ont fusé de partout. Ces obsèques ont également mobilisé du monde. Des délégations et des messages viennent du monde entier.

Si la nation congolaise a regretté avoir perdu l'un de ses dignes fils, l'Eglise catholique de la RDC, d'Afrique et du monde est en train de pleurer un de ses grands artisans alors que le continent Afrique pleure un modèle de prêtre qui a marqué son temps non seulement par la conduite des brebis vers le Père mais également par la défense des faibles. Le cardinal Monsengwo, rappelle-t-on, était le premier docteur noir en exégèse, l'étude de la Bible. Pour honorer la mémoire de cet illustre personnage, Kinshasa avait accueilli plusieurs délégations d'Eglises et des gouvernements venus des pays africains.

Félix Tshisekedi et Denis Sassou présents au Palais du peuple

Les deux Congo étaient représentés à ces obsèques au plus haut sommet de l'Etat. Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi, et son homologue du Congo-Brazzaville, Denis Sassou N'Guesso, étaient présents, le 20 juillet, au Palais du peuple, où le décor a été planté pour la messe et la cérémonie officielle de décoration à titre posthume du Cardinal Laurent Monsengwo, au rang de Grand chancelier des Ordres nationaux de la médaille d'or du mérite civique.

Plusieurs autres personnalités y ont pris part, dont le Premier ministre et les membres du gouvernement de la RDC, ainsi que des membres des confessions religieuses. Et c'est le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, lui-même qui a décoré le cardinal Laurent Monsengwo. Cette cérémonie officielle a commencé par des témoignages dont la série avait été clôturée par celui du recteur de l'Université catholique du Congo (UCC), le Pr abbé Léonard Santedi, qui a rendu hommage au cardinal Laurent Monsengwo, au nom de l'Association des théologiens africains.

Dans l'oraison funèbre faite par le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, celui-ci a rappelé ce que fut le cardinal Monsengwo, pour la RDC et le peuple de Dieu en général. « *Le nom Monsengwo signifie le petit-fils du chef coutumier, en Sakata. Il appartient à la famille royale, connue*

pour son endurance et obstination légendaire. Il appliquait les vérités bibliques à la politique pour sauver le peuple et au profit d'un Etat de droit », a souligné le président de l'Assemblée nationale. Et de poursuivre : « Acteur majeur, Monsengwo a été une figure emblématique. Il a défendu des valeurs démocratiques, de paix, de réconciliation. Il a su être indispensable au pays et à la classe politique, une figure écoutée et respectée ».

Poursuivre le combat du cardinal Monsengwo

Lors de la cérémonie eucharistique, le cardinal Fridolin Ambongo a appelé à « poursuivre le combat du cardinal Monsengwo ». Le cardinal Laurent Monsengwo, a-t-il dit, nous laisse un lourd héritage. Le meilleur chemin pour honorer sa mémoire est ce que nous faisons aujourd'hui. Mais, a-t-il poursuivi, l'hommage le plus important est de continuer son combat et d'accomplir l'œuvre de Dieu. Et de continuer « Dans la situation actuelle de notre pays, son combat est de voir le Congo debout, uni et prospère, voir ses fils et filles se donner la main pour faire reculer les frontières de l'injustice, de l'exploitation des pauvres pour bâtir ce Congo de rêve comme nous le chantons dans l'hymne national ».

En présence de plusieurs officiels et personnalités qui assistaient à ces hommages officiels, le cardinal Ambongo a rappelé que le combat de l'illustre disparu était de « voir les dirigeants ne pas se considérer comme les propriétaires du pays, mais comme les serviteurs, de s'engager résolument pour que l'immense richesse serve aux populations et non à un petit groupe de privilégiés ». L'archevêque métropolitain de Kinshasa se dit convaincu « qu'on ne peut rendre hommage à Laurent Monsengwo si le peuple croupit dans la misère alors que les dirigeants vivent dans l'opulence ». Pour le cardinal Ambongo, « Laurent Monsengwo peut se reposer de son labeur ». Ses œuvres accomplies seulement pour l'amour de Dieu et des hommes, sans recherche du pouvoir, a-t-il affirmé, le suivent. « Il ne pouvait autrement terminer sa vie que dans le Seigneur. Nous avons voulu encore le voir, l'écouter, lui sourire. Hélas, nous ne le verrons plus avec les yeux humains. Nous ne partagerons plus avec lui des moments de joie », a-t-il regretté avant de souhaiter le repos éternel à cet illustre personnage qui a marqué la vie de la RDC et de son Eglise.

Lucien Dianzenza

Messe de recueillement spirituel dite à Brazzaville

La messe eucharistique de recueillement spirituel en hommage au cardinal Laurent Monsengwo Pasinya a eu lieu à la Basilique Sainte-Anne, le 19 juillet. Elle a été dite par Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, coadjuteur de l'archidiocèse de Brazzaville.



La célébration de la messe pour le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya (crédit photo/DR)

Dans son homélie tirée du livre de l'évangile de Mathieu au chapitre 12 versets 38-42, l'officiant du jour a rassuré que le cardinal est mort, mais comme son Seigneur il vit éternellement auprès de lui. Il est mort et ressuscitera. Il prêchait aussi la conversion des pécheurs. « *Pleurer dans la foi à travers la mort et la résurrection de Jésus-Christ, on espère le retrouver dans le giron du Seigneur* », a déclaré l'officiant du jour.

Pour lui, aimer le cardinal n'est pas seulement pleurer, mais garder son message d'espérance, de foi et d'amour. C'est pourquoi, à cette occasion, il a appelé les fidèles de prier pour l'illustre disparu afin que les signes de Jonas qui était avalé par un gros poisson et sorti le troisième jour comme Christ s'incrustent en lui et que la signature de Dieu entre en lui. « *Dieu passe au milieu des hommes et il parle de ceux qui ont mis leur confiance en lui et c'est le cas du cardinal Laurent Monsengwo Pasinya que nous pleurons aujourd'hui. Sa foi, son intelligence, son envergure pastorale ne sont plus à démontrer* », a-t-il souligné. Le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya était un homme spirituel qui est allé au-delà de la République démocratique du Congo. Il appartient à l'Eglise universelle, a évoqué la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, pré-

sente à cette messe de recueillement. « *Lorsque nous venons à cette eucharistie de recueillement spirituel, c'est parce que nous voulons porter cet attachement et cette reconnaissance à ce grand homme de Dieu qui a beaucoup œuvré de la doctrine sociale de l'Eglise, ce que nous appelons dans la politique la justice sociale* », a reconnu la ministre.

our Arlette Soudan-Nonault, en dehors de ces liens filiaux qui unissait le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya avec le Congo-Brazzaville et l'affection qu'il avait pour lui le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, il était non seulement comme belle famille, mais également comme interlocuteur de choix dans lequel il était question certainement dans le cadre des différents échanges de justice sociale et de doctrine sociale, une personne ressource. Cet homme de Dieu a beaucoup apporté dans la vie politique des deux Congo.

Rappelons que le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya est né le 7 octobre 1939 à Mongobelé, village situé dans la province de Bandundu au Congo belge, aujourd'hui République démocratique du Congo. Il est mort le 11 juillet 2021 à l'âge de 81 ans à Versailles, en France. Prêtre catholique congolais, il est Dr en Ecritures Saintes et professeur de théologie.

Bruno Okokana